



Communiqué de l'Association « Carpentras Notre Ville »

L'État demande aux français d'être responsables à titre individuel pour permettre le succès de ce deuxième confinement.

En effet, Les règles ont été assouplies pour permettre notamment la continuité de certains services publics dont celui de l'éducation, pour permettre aux écoliers, collégiens et lycéens de continuer à recevoir un enseignement en présentiel afin de réduire les inégalités et assurer l'égalité des chances.

L'on comprend bien aussi que tout doit être mis en œuvre pour éviter un effondrement économique mais ceci étant le chef de l'état et le premier ministre ont mis en exergue dans leurs interventions la nécessité absolue de protéger les français contre le virus.

Comment comprendre alors les choix opérés, lesquels ne garantissent en aucune façon le succès du double objectif à atteindre ?

Comment imaginer que la contamination soit moindre si l'on ferme les bars et restaurants qui depuis la réouverture ont mis en place toutes les mesures sanitaires nécessaires et que l'on permette aux supermarchés et hypermarchés de fonctionner sans aucune restriction alors que l'on sait que le virus aime circuler dans les endroits clos ?

Comment accepter que des petits commerces de proximité jugés comme non essentiels soient obligés de fermer alors que les rayons des grandes surfaces demeurent librement ouverts et qu'un grand nombre de consommateurs s'y croisent ?

Même masqués, la promiscuité y est incontestable et il est loin d'être absurde d'imaginer qu'ils soient de réels foyers de contamination à tout le moins bien d'avantage que nos petits et moyens commerces.

Si la priorité est de lutter contre le virus alors pourquoi ne pas se rapprocher des centres commerciaux pour que chacun prévoit uniquement une version drive ou livraison ?

Les grandes enseignes ont les capacités financières et le personnel nécessaire pour faire face à cette réorganisation.

Comment faire admettre à tous les petits commerces qui appliquent les règles sanitaires et qui disposent de surfaces compatibles avec une affluence modérée qu'ils doivent fermer sous prétexte qu'ils vendent des vêtements, de la décoration ou des fleurs ?

Pourquoi les coiffeurs et esthéticiennes accepteraient sans se sentir sacrifiés que leurs salons soient fermés alors qu'ils travaillent en respectant toutes les consignes dans des conditions sanitaires irréprochables et en régulant les rendez-vous de chaque client pour éviter une trop forte concentration du public dans leurs locaux ?

Comment obtenir l'unité nationale autour de décisions incompréhensibles et qui donnent le sentiment de sacrifier un pan complet des français, petits commerçants et indépendants pourtant essentiels au maintien de notre économie et à notre vie en société ?

Les décisions prises ne sont pas acceptables car incohérentes et brisent l'égalité des chances de pouvoir se relever à terme de cette profonde et double crise sanitaire et économique.

Les commerçants et indépendants souhaitent que l'on respecte leur sens de l'engagement et des responsabilités et que chacun soit libre d'exploiter son commerce dans le respect des règles sanitaires.

On ne cesse de nous dire qu'au nom des règles constitutionnelles on ne peut contraindre telle ou telle partie de la population en fonction de son âge ou de ses co morbidités à rester confinée ... Pourquoi devrions-nous alors accepter qu'une seule partie de nos concitoyens puissent pleinement profiter de la liberté du commerce et de l'industrie, principe général de droit et que les autres soient condamnés à rester chez eux sans activité ?

Dans son discours, le chef de l'état a demandé à chacun d'être pro actif et de se tourner vers les plates formes numériques et le digital pour sauver ce qui peut l'être.

Notre association fera de son mieux pour performer en ce sens mais la reprise s' imagine aussi au travers de la vie de nos commerces qui sont des viviers économiques pour les centres villes que l'on nous demande de ne pas abandonner, pour les nombreux bailleurs et pour tous les consommateurs qui ont besoin de cette proximité.

Sylvie RIMBERT
Présidente de l'association